

LA CONDITION POLITIQUE DU REDRESSEMENT •

La production dans notre pays, l'école en France, voilà l'état d'urgence. De ces deux questions dépendra le choix entre effondrement et redressement.



Les principes qui structurent la politique à suivre pour le redressement du pays sont exactement ce que [les] tendances [actuelles] refusent : c'est dans la mondialisation que nous devons gagner la bataille, pas contre la mondialisation ; il faut de la souplesse dans les conditions de travail et d'embauché, pas des rigidités supplémentaires ; pour être efficace la fiscalité doit être supportable et non confiscatoire ; l'entreprise est le moyen du développement économique, et l'entrepreneur est un allié du salarié ; la France se fera avec les immigrés qui nous ont rejoints et pas contre eux ; il faut défendre l'euro ou se préparer à payer au prix fort le drame de sa disparition ; qu'on le veuille ou pas, il faudra retrouver l'équilibre budgétaire et faire de cet équilibre une règle d'or pour l'avenir, du moins en dehors des temps de récession ; le respect mutuel et la collaboration active entre syndicats de salariés et organisations représentant les entreprises sont des conditions du redressement ; la reconstruction de l'école et son progrès s'obtiendront avec les enseignants et pas contre eux.

Autrement dit, la société de confiance est la condition même du redressement, la société de défiance est l'assurance de l'échec.



Il faudra du courage à la majorité nouvelle, et de l'indépendance. C'est l'indépendance qui manque le plus. Les deux camps sont constitués depuis si longtemps qu'ils sont avec le temps devenus prisonniers de groupes de pression qui ne leur laissent pas le choix.



Il faut que les deux camps perdent, au moins pour un temps, et en même temps, les facilités qui étaient les leurs. Ceux d'entre eux qui travailleront ensemble à reconstruire notre pays apprendront à gouverner sous contrôle de la séparation des pouvoirs, et de leurs partenaires. Aucune manipulation ne pourra espérer demeurer secrète. Il arrive que, pour opérer des abcès qui ne guérissent jamais, la meilleure méthode soit chirurgicale.



Je témoigne de ceci : la majorité des dirigeants socialistes français lorsqu'ils s'expriment sincèrement et en privé partagent les principes qui sont ici défendus. Pas tous. De même une bonne majorité des dirigeants de la majorité actuelle se reconnaissent dans ces principes d'ouverture. Mais l'inti-

midation des « durs » de chaque camp empêche que s'exprime la volonté de construire. Un jour ou l'autre, la nécessité fera passer le projet avant toute considération d'étiquette.

Cela est d'autant plus indispensable qu'une politique du courage exige des garanties qu'une majorité partisane ne peut apporter. Quand on sait que des efforts devront être consentis, chacun des citoyens doit avoir la certitude que les décisions prises ne seront ni partiales ni partisans, qu'elles ne serviront ni intérêts de groupe, de classe ou d'idéologie. Le pluralisme de la majorité garantira que les décisions seront nécessairement d'intérêt général.

Enfin parce que aucune reconstruction d'ampleur ne peut s'imaginer, et n'a jamais pu s'imaginer dans l'histoire sans un tel mouvement d'union. J'écrirais volontiers d'union nationale. Mais l'union nationale suppose que l'on embarque tout le monde. Or l'action suppose la cohérence, exige un accord profond sur les principes, sur les grands axes qui est par nature impossible avec les plus radicaux. Peut-être aussi d'ailleurs avec les plus timorés.



La création d'une majorité nouvelle aura vertu de mobilisation pour les Français. Plus personne ne pourra ignorer que quelque chose a changé, que la situation exige l'engagement de tous, puisque les politiques eux-mêmes abandonnent leur confort et leurs habitudes, leurs préventions et leur égotisme, acceptent de partager

l'effort et même la possible impopularité.



Il faut que chacun ait la certitude d'être respecté pour ce qu'il est, pour ce que sont ses soutiens parmi les citoyens, et non pas pour son ralliement, il faut que chacun soit respecté en son indépendance.



Le Parlement regagne ainsi une dignité et une importance perdue depuis longtemps. Le débat existe à nouveau en son sein ; à la tribune de l'Assemblée et du Sénat s'exprime à nouveau la réalité du pays, en ses différences. C'est la fin de l'approbation automatique. La vie parlementaire redevient intéressante pour les citoyens.

Bien sûr, une telle réévaluation du Parlement impose un changement de la règle du jeu électorale.



Un président indépendant, et pas un président chef de parti, ni même chef de clan. Indépendant, il n'a plus de comptes à rendre à tel ou tel intérêt : il n'a de compte à rendre qu'au peuple de citoyens qui l'a élu. Surtout, il n'a aucun compte à rendre au passé : il n'a pas de copains à protéger, de réseau à couvrir, pour services rendus. Indépendant, il peut rassembler, pas débaucher. Ce qui le protège, c'est sa mission. Rien ne peut le menacer puisqu'il ne dépend d'aucune puissance. C'est un profond changement,

bien sûr. C'est celui dont nous avons besoin à ce moment de notre histoire. Sans changement dans l'exercice du pouvoir, le rassemblement nécessaire pour porter un projet nouveau est impossible.

Certains diront : c'est la VI^e République. D'autres affirmeront au contraire : la V^e République retrouve ses principes. Le Parlement représente vraiment le pays, le gouvernement gouverne vraiment, mais il ne peut pas décider sans l'accord du président de la République qui a reçu directement sa mission du pays. Ce n'est pas une cohabitation, c'est une coresponsabilité. Le président est une garantie de stabilité, de loyauté, et un recours possible pour tous les citoyens.

Enfin le président se donne pour mission de garantir que le pouvoir dit la vérité au pays.



Les mauvais jours finiront.

Des décennies ont passé, pendant lesquelles nous avons laissé courir. Notre légèreté nous a servi de sauf-conduit. Nous avons éludé les questions essentielles, celles qui viennent de l'intérieur d'un peuple et d'une nation. Nous avons feint de croire qu'il suffisait d'attendre sans rien changer d'essentiel pour que tout s'arrange. Encore une minute d'inconscience, encore une minute de légèreté.

Aujourd'hui nous sommes à notre rendez-vous. Non pas à notre rendez-vous de contribuables, ou de défenseurs des acquis sociaux. Nous

sommes à notre rendez-vous de nation. C'est un peuple qui doit se prononcer. L'état d'urgence ne durera pas. L'état d'urgence, c'est précisément le temps pendant lequel on peut encore faire quelque chose. Le pouvons-nous ? Nous le pouvons. La question est : le voulons-nous ?

La réponse ne dépend pas des autres. Elle dépend de nous-mêmes, citoyens français, peuple français, trimballés depuis des années d'illusions en illusions. Et apparaîtra que nous sommes un peuple qui a besoin de vérité pour former sa volonté. « En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire », écrivait Orwell. En tout cas, dire la vérité en temps de crise, en temps de guerre, en temps de guerre sans guerre, est l'acte politique fondateur. Notamment quand la vérité permet d'être optimiste.

Grand pays, magnifiquement équipé, de haut niveau scientifique et technique, avec de grandes entreprises familières des processus industriels les plus modernes, de la qualité la plus haute, plein de jeunes, il ne nous manque rien pour que le combat du produit en France soit gagné en quelques années. Grand pays scientifique et grand pays universitaire, pays qui a aimé l'école plus qu'aucun autre, il ne nous manque rien pour en retrouver, en peu d'années, l'efficacité et la fierté. Faudra-t-il des efforts ? Il en faudra. Ne serait-ce que pour renoncer à des habitudes, à de fausses sécurités, à des faux-semblants qui nous paralysent. Mais les efforts sont toujours

moins éprouvants que l'échec sans issue. Que de trouver porte close. Ce n'est pas marcher qui est éprouvant, c'est de ne pas savoir où on va, ni si on va arriver.

Y voir clair, aller droit au but, oser la parole qui libère, là est la responsabilité politique.

Il est une autre responsabilité que les politiques devront assumer. Le désarroi moral du pays ne tient pas seulement aux difficultés de vie quotidienne qu'il rencontre, il ne tient pas seulement au pessimisme qui l'envahit. Il tient aussi au désert moral dans lequel les temps l'ont fait vivre. Aux interrogations parallèles du moral et de la morale.

Le mot morale, en politique, doit s'écrire légèrement, si possible à l'encre sympathique. Mais dans le destin d'une nation, est précieuse l'idée que nous ne sommes pas ensemble par hasard. Ou plus exactement que le hasard qui nous fait vivre ensemble demande qu'on lui donne du sens. Nous sommes tous des histoires différentes. Mais tous nous transmettons un bien commun aux enfants que nous élevons. Car c'est tout un pays qui élève nos enfants, pas seulement une famille, des parents, des éducateurs, mais un pays, sa langue, sa culture, le projet qu'il porte sur notre continent et dans le monde.

Dans ce domaine fragile et un peu mystérieux, les chefs de file de notre démocratie ont une responsabilité particulière. Ils devraient savoir - le savent-ils ? - qu'ils donnent des re-

pères, même s'ils ne s'en rendent pas compte, qu'ils *sont* des repères dans leur action, qu'ils soient intransigeants ou bienveillants, dans leur expression, dans leur vie de responsables. Cette part précieuse et légère de leur mission a du sens pour la presse et au travers de la presse, pour l'image et au travers de l'image, pour le monde politique et au travers du monde politique. Et cette part implicite de la fonction, en particulier de la fonction présidentielle, est essentielle pour qu'un jour le pays qui allait mal se réveille allant mieux.

C'est la magie de l'élection présidentielle en France. Au moment où les citoyens entrent en campagne, car c'est eux qui entrent en campagne et pas la danse des candidats, tout d'un coup plus rien n'existe de ce qui fait écran entre un peuple et sa volonté. Dans ces semaines décisives, on entend si la parole sonne juste, si elle est accordée avec l'attente profonde, inconnue, qui dormait et qui se réveille. C'est mieux encore : on entend si sonnent juste non pas seulement la parole mais celle ou celui qui la lance.

C'est cette vérité-là, qui n'est ni théorique, ni idéologique, mais humaine, qui libère la conscience collective des citoyens.

● François Bayrou

• Extraits de *2012 État d'urgence* chez Plon